

Altercommunistes

UNE PUBLICATION DES

communistes unitaires

Avec les ravages liés à la crise financière, les désastres écologiques et la crise de la démocratie actuelle, le système économique, social et politique est ébranlé. Parce que le capitalisme en est aujourd'hui la cause essentielle, ses promoteurs connaissent une crise inédite de légitimité. Leur horizon combine une fuite en avant néolibérale et des dérives autoritaires, sur fond de rapports sociaux toujours plus violents.

Du niveau mondial au niveau local, la question d'une autre logique de société s'impose. Elle peut s'appuyer tant sur les désirs de libération des individus que sur les potentialités liées au développement des savoirs, des sciences, des techniques...

Nous nous revendiquons d'un "altercommunisme" qui associe l'ambition d'un dépassement du capitalisme à la conquête de l'émancipation.

Nous sommes parmi les partisans de l'émancipation. Nous nous revendiquons d'un "altercommunisme", un "autrement communiste" en construction, qui associe l'ambition d'un dépassement du capitalisme à la conquête de l'émancipation individuelle et

collective : ruptures avec toutes les dominations pour toujours plus de liberté et d'égalité (dans la diversité) ; ruptures avec toutes les formes de dilapidation des biens communs, en associant étroitement conquêtes sociales et environnementales ; ère nouvelle de la démocratie, par le dépassement de ses formes actuelles.

Nous nous situons, à la fois, dans le temps court des batailles immédiates - contre le projet de réforme des retraites, pour

le développement des services publics, pour la régularisation des sans papiers... -, dans le temps nécessaire à la construction d'une alternative politique - non d'une alternance sans rupture avec les politiques libérales - et dans le temps long d'une métamorphose de l'ordre social (qu'il s'agit d'engager dès maintenant). Ainsi voulons-nous contribuer à concevoir et réaliser, par un mouvement incessant, une autre conception des rapports sociaux et des rapports avec notre environnement.

L'état de la gauche montre que les forces politiques existantes ne parviennent pas à se renouveler pour affronter les enjeux contemporains. Or, nous refusons la démission consistant à se contenter de gérer les effets de la crise en compensant à la marge ses effets sociaux. Pour nous, le politique a la fonction d'ouvrir de nouveaux possibles, ici et maintenant.

Nous pensons que l'heure est à créer une nouvelle force politique de transformation sociale et écologique, mêlant les cultures politiques - socialiste, communiste, libertaire, écologiste... -, s'appuyant sur les expériences - autogestionnaires, féministes, altermondialistes... -, ainsi qu'à développer de nouvelles coopérations entre forces sociales et politiques, impliquant directement les citoyens. C'est pourquoi nous posons aux forces existantes - composantes du Front de gauche, NPA... - mais aussi aux autres acteurs sociaux - syndicats, associations, réseaux citoyens... - la question de la nature et des formes de la politique.

Nous pensons que l'heure est à créer une nouvelle force politique de transformation sociale et écologique, mêlant les cultures politiques.

L'Association des Communistes Unitaires (ACU) est ouverte à toutes celles et à tous ceux qui se vivent communistes, indépendamment de leurs éventuelles appartenances (passées ou présentes). Elle vise à mutualiser les efforts de ceux pour qui un engagement communiste refondé peut être utile à la transformation de la société.

Parce qu'elle entend y travailler avec d'autres, elle est l'une des composantes de la Fédération pour une Alternative Sociale et Écologique (FASE), qui réunit des militants et des forces de différentes sensibilités de la gauche de transformation.

Dans ce document, nous abordons "*Ce que nous partageons avec d'autres*" (p. 2), "*Ce que nous voulons*" (p. 4), "*Ce qui est en débat...*" (p. 6) et nous vous proposons de participer (p. 8). ♦

L'heure est à une nouvelle forme d'organisation politique, préférant l'horizontalité, la mise en réseaux et le pluralisme à la verticalité et au fonctionnement hiérarchique.

LES COMMUNISTES UNITAIRES PARTICIPENT A

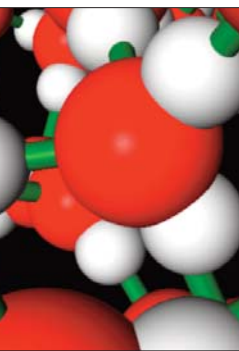


Ce que nous partageons

... avec les forces de gauche, avec la gauche de transformation sociale, avec les mouvements de résistance au libéralisme, avec de nombreux syndicalistes, intellectuels, militants associatifs et citoyens... en France, en Europe et dans le monde.

Nous partageons la critique du capitalisme, devenue ces dernières années sous de nombreuses formes encore éparpillées un véritable mouvement intellectuel et populaire : critique de la marchandisation de tout, de la privatisation ; dénonciation de l'irresponsabilité sociale et écologique des entreprises et des actionnaires ; mise en cause de la légiti-

mité et des politiques des organismes internationaux tels l'Organisation mondiale du commerce, la Banque mondiale et le Fonds monétaire international ; critique des politiques libérales et sécuritaires des Etats, qui cassent les solidarités, les services publics et portent atteinte aux droits et libertés ; refus du culte de la performance, ce nouvel avatar de l'exploitation économique étendue à toutes les sphères de la vie...



Un monde politique s'éteint, un autre...

Les préoccupations convergentes exprimées entre autres par Edgar Morin, Alain Badiou et Lucien Sève appellent à s'émanciper de la vieille manière de faire de la politique.

Edgar Morin¹ : « ce n'est pas seulement la globalisation qui a balayé bien des acquis sociaux de l'après-guerre (...) ; ce n'est pas seulement la course effrénée au rendement qui a "dégraissé" les entreprises en expulsant tant d'employés et ouvriers ; c'est aussi l'incapacité des partis censés représenter le monde populaire d'élaborer une politique qui réponde à ces défis. (...) Préparons un nouveau commencement en reliant les trois souches (libertaire, socialiste, communiste), en y ajoutant la souche écologique en une tétralogie. Cela implique évidemment la décomposition des structures partidaires existantes, une grande recomposition selon une formule ample et ouverte, l'apport d'une pensée politique régénérée ».

Alain Badiou² : la politique actuelle est « complice de cette domination d'une vision de l'homme comme prédateur concurrentiel et consommateur d'objets ». L'enjeu fondamental est de « faire advenir une société capable de protéger le principe de coexistence des multiplicités contre le déchaînement de la sauvagerie marchande ».

Lucien Sève³ plaide pour « prendre au sérieux la thèse stratégique fondamentale de Marx : 'L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes.' ». « Il s'agit en somme d'opérer un fondamental déplacement du centre de gravité de l'action communiste, en substituant carrément au primat de la politique institutionnelle celui de ce que j'appellerai la politique sociale - l'engagement au comptant de l'appropriation sociale par les salariés et citoyens associés ».

1 - « Ce que serait 'ma' gauche », point de vue publié dans *Le Monde* du 22 mai 2010.

2 - In *L'explication*, éditions Lignes, mai 2010.

3 - « Que faire maintenant ? Dix thèses non conformes d'un communiste sans carte », avril 2010, en ligne sur www.comunistesunitaires.net

Au sein de ce mouvement, nous soulignons les enjeux de propriété et de pouvoir : peut-il exister une démocratie dans laquelle la société n'aurait pas la maîtrise collective d'une de ses activités essentielles, à savoir la production de biens et de services ? Cela pose la question de formes d'appropriation publique et de socialisation qui ne soient ni une étatisation bureaucratique, ni seulement une appropriation locale, sans effets globaux.

Nous participons aux luttes : celle contre le projet de réforme des retraites, celles

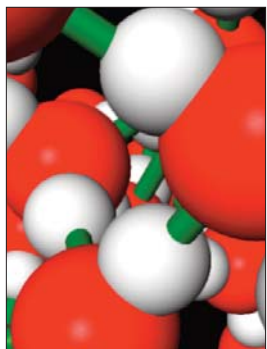
Peut-il exister une démocratie dans laquelle la société n'aurait pas la maîtrise collective d'une de ses activités essentielles, à savoir la production de biens et de services ?

pour préserver et développer les services publics, les luttes pour l'emploi et les salaires, contre les politiques sécuritaires, contre la réforme des collectivités locales... Nous partageons aussi la volonté de contester, de l'intérieur et de l'extérieur des entreprises, le pouvoir de leurs dirigeants et des actionnaires. Il s'agit d'opposer aux décisions patronales des stratégies pour le développement humain et l'exigence de la citoyenneté au travail, depuis l'organisation du travail jusqu'aux choix de production.

Au sein de chacune de ces luttes, nous soulignons le besoin d'élargir le champ de l'action, faute de quoi des avancées partielles risquent toujours d'être anéanties : seul un mouvement global pourra stopper les régressions actuelles et engager un nouveau cycle de conquêtes sociales.

Nous partageons la volonté d'associer le combat pour les droits sociaux et les luttes écologistes. Nous avons beaucoup appris de l'écologie politique. Là où le capital ne cesse d'opposer les exigences sociales et les revendications pour l'environnement, nous défendons des politiques mêlant objectifs sociaux et

environnementaux. Nous sommes preneurs de toutes les avancées, même partielles, permettant de lutter contre le réchauffement climatique, pour la préservation de la biodiversité et contre le gâchis des biens communs de l'Humanité ; mais nous pensons qu'une politique écologique conséquente doit s'attaquer à l'exploitation sans limite des hommes et de la nature pour accumuler du profit et du capital. C'est pourquoi nous ne souhaitons pas participer à des recompositions politiques ambiguës par rapport à la nécessaire remise en cause du capitalisme.



Transformer sans frontières, ici et ailleurs

Non seulement il n'est plus possible de concevoir une transformation seulement locale ou nationale, mais il existe déjà en Europe et sur d'autres continents des expériences, anciennes ou actuelles, de dynamiques et de forces politiques innovantes.

Il en est ainsi de Die Linke en Allemagne, associant une force politique décidant de se dépasser (le PDS), des militants issus du SPD et du mouvement syndical ; de Synaspismos puis de SYRIZA en Grèce, as-

● sociant différentes forces politiques ; ou encore de la refondation en cours d'une ● organisation anticapitaliste en Espagne, à partir de différentes forces politiques ● et sociales. Dans d'autres pays, les forces de gauche, parfois les partis commu- ● nistes, ont été ou sont des chevilles ouvrières de coalitions importantes : il en ● est ainsi en Afrique du Sud avec la coalition entre l'ANC, le PC sud-africain et le ● syndicat COSATU ; et il en existe dans plusieurs pays d'Amérique latine. Sans ● parler du mouvement altermondialiste, des forums sociaux...

Nous partageons la volonté de faire converger les luttes contre toutes les dominations, qu'elles aient pour racine l'exploitation de la force de travail, l'aliénation des esprits, l'impérialisme

● En France, le Front de gauche est une expérience de convergence de forces po- ● litiques nouvelle mais limitée. Nous posons la question de dépasser sa forme ac- ● tuelle d'un cartel de partis, afin d'associer de nouvelles forces et de permettre ● des formes de participation directe des citoyens. Plus largement, nous portons ● la proposition d'initier avec tous ceux qui le souhaiteront un processus de consti- ● tution d'une nouvelle force politique.



Jusqu'à présent, le PCF a tourné le dos à cette perspective. Le NPA s'est replié sur lui-même. Quant au PG, il propose la création d'une nouvelle force - un "Die Linke à la française" - mais il a jusqu'à présent fait l'impasse sur l'idée d'une refondation idéologique de la gauche d'alternative par le dépassement des cultures politiques qui existent en son sein et reste attaché à une conception classique de l'organisation du parti (bras politique du mouvement social, cherchant le soutien des citoyens).

C'est pour contribuer à faire lever en faveur de la constitution d'une force de transformation rassemblant tous les courants de la gauche de transformation que nous avons initié avec d'autres militants

culturel, politique et économique, la domination masculine, la volonté de soumettre... Il s'agit notamment de refuser les oppositions factices montées par les adversaires de l'émancipation pour masquer les véritables causes des problèmes, diviser les résistances et briser les alternatives. Il s'agit d'inventer de nouvelles façons de vivre ensemble.

● et forces (Alternatifs, écologistes radicaux, Collectifs antilibéraux...) la Fédé- ● ration pour une Alternative Sociale et Ecologique (FASE). ◆

Nous partageons avec de nombreuses forces sociales et politiques la volonté de

réformes transformatrices : en faveur des biens communs, des services publics (de l'eau, de l'énergie, de la santé...), d'une école épanouissante, laïque, égalitaire... Pour aller au-delà de combats essentiellement défensifs, nous pensons nécessaire de mener des campagnes communes, avec tous ceux qui le voudront, pour de telles réformes.

Enfin, face à un pouvoir qui depuis des années, sauf exception (CPE), ne cède rien aux mobilisations, nous partageons les réflexions en cours sur les objectifs et les modalités des mouvements, et sur la construction d'une dynamique politique capable de porter une alternative. ◆

Ce que nous voulons.

Notre ambition se situe à la fois sur le temps court des luttes immédiates, sur le temps nécessaire à la construction d'une alternative politique et sur le temps long de la construction d'une nouvelle culture politique.

Notre horizon est le dépassement de toutes les dominations, l'émancipation de chacune et de chacun par un mouvement général de ruptures avec les aliénations. Notre ambition va au-delà d'avancées partielles atténuant la domination du Capital et de son modèle libéral et productiviste. C'est à cette aune

d'identifier le combat pour l'émancipation au seul anticapitalisme : nous avons rompu avec la focalisation sur la critique de la seule exploitation économique au travail.

Cela pose la question de la nature de notre politique d'émancipation : il s'agit

démocratie et envisager une transformation profonde du rôle des organisations (politiques, sociales). Enfin, cela appelle à définir autrement le rôle des élus : élus partenaires des mouvements, associant systématiquement les citoyens aux décisions.

Au fond, l'heure est à substituer à la prédominance de la politique institutionnelle le pouvoir des salariés et des citoyens, un pouvoir sans domination.

L'heure est à forger une association fondamentale entre lutte pour l'égalité, révolution démocratique, préoccupation écologique et épanouissement des libertés.

C'est un fil rouge à tirer, à tisser, en expérimentant, en mutualisant les essais de mobilisation sur des questions concrètes raccordées aux enjeux d'émancipation.

Métissage des cultures

Il n'y aura de transformation de la société que par l'engagement du plus grand nombre d'individus, qui participeront aux élaborations, aux actions et aux décisions qu'elle implique.

C'est du côté d'un brassage des pensées et des expériences, d'une identité hybride assumée, que nous pouvons envisager la fondation d'un mouvement politique de type nouveau : métissage du meilleur des cultures politiques (communiste, socialiste, libertaire, autogestionnaire, écologiste...), dynamique associant des forces et des citoyens, rencontre entre forces sociales et politiques, liens différents avec les mouvements et ce qui bouge dans la société, relations nouvelles à tisser avec les intellectuels...

Cela inclut le souci de novation pour la prise en compte d'enjeux tels que le dépassement du consumérisme, du productivisme, des formes modernes de contrôle et de normalisation des individus ainsi



qu'il faut aujourd'hui élaborer une stratégie durable pour la construction d'une alternative politique, sociale et écologique. Un tel mouvement, qui dépasse la perspective de telle ou telle échéance électorale (tout en l'intégrant), devra s'appuyer sur les résistances, les alternatives partielles et autres brèches dans le système qui existent déjà dans la société. Il s'agit de forger peu à peu une nouvelle culture politique.

Révolution démocratique

Le capitalisme exerce une domination totalisante, qui englobe l'économique, le social, le culturel, le mental, le temps libre de chacun-e, l'écologie, la conception de la vie politique et de la démocratie. Pour autant, il ne s'agit pas

d'élaborer comme jamais - théorique- ment et pratiquement - une association fondamentale entre lutte pour l'égalité, révolution démocratique, préoccupation écologique et épanouissement des libertés.

Cela implique de travailler à des formes d'appropriation des pouvoirs dans les entreprises, les services publics, les collectivités locales, qui permettent aux citoyens, aux salariés d'investir ces enjeux d'émancipation.

Et, face à la crise de la représentation politique et de la démocratie parlementaire, sur fond d'hyper-présidentialisation de la vie politique, cela veut dire aussi donner un sens nouveau à la

que des autres formes de discrimination ou d'asservissement (domination masculine, homophobie, xénophobie...).

Mouvement social et politique

Au coeur d'une réinvention de la politique, de nouveaux rapports entre mouvement social, forces sociales et politiques sont à inventer. Il s'agit d'interroger une répartition des rôles qui ne fonctionne plus, entre forces sociales (syndicats et associations chargés d'animer les mouvements) et forces politiques (partis porte-paroles, uniques et auto-proclamés, des mobilisations au sein des institutions). Et il faut affronter le problème du rapport au système institutionnel : comment ne pas s'y fonder ? Comment le subvertir ?

Une prise de conscience se fait jour parmi les syndicalistes sur le besoin de sortir de la situation actuelle où la question de l'alternative politique est entièrement

Nous ne négligeons aucune possibilité d'avancées partielles : c'est le sens de notre interpellation du Front de gauche et du NPA.

déléguée aux partis. Plus largement, une alchimie est à construire entre les mouvements - puissants facteurs de politisation populaire - et l'implication dans les institutions.

Bien qu'elles soient taraudées par ces questions, les formations de gauche n'envisagent pas le dépassement de la forme d'organisation du 20^{ème} siècle. Elles craignent de perdre leurs prérogatives. Au mieux, chacune réussit à ouvrir sa culture initiale à telle ou telle thématique complémentaire (en particulier l'écologie pour le PG, les quartiers populaires pour le NPA, certaines questions "sociétales" pour le PCF...), mais elles sont loin d'envisager un aggiornamento idéologique d'ensemble du combat pour l'émancipation.



Défricher de nouveaux chemins pour l'émancipation

Nous voilà convaincus des carences des formes d'organisations politiques du XX^e siècle. Toutes sont confrontées à une nécessaire refondation de leur projet politique. Toutes dépérissent d'une pratique de la politique qui consiste à considérer les citoyens comme autant de réceptacles à bonne parole. Un nouvel âge de la politique suppose de s'appuyer sur les aspirations des citoyens à décider de leur vie et de dynamiser les barrières funestes entre la politique, le mouvement social et le monde des idées.

Nous sommes convaincus que la relance d'une politique d'émancipation est possible. Au moment où les populations des villes populaires, où nous habitons et où nous sommes élus, sont stigmatisées et discriminées comme jamais, où l'on comprend que le pouvoir entend gouverner, s'il le faut, par la peur et par la force, nous pensons pour notre part que dans les banlieues s'invente, se construit le monde de demain.

Notre parti-pris est de défricher de nouveaux chemins citoyens, et non d'accepter les dogmes de la démission sociale-libérale : par l'invention de nouveaux rapports entre les mouvements de la société - mouvement des idées, mouvements sociaux, pratiques émergentes dans les quartiers populaires et dans le monde rural... - et la politique. Il s'agit d'associer lutte pour l'égalité et révolution démocratique.

Voilà pourquoi nous allons indissociablement continuer autrement notre engagement communiste et travailler, sans esprit de boutique, dans les différents espaces-passerelles de la gauche d'alternative - que nous voulons ouverts, évolutifs, transitoires - au métissage des cultures communistes, socialistes, écologistes et libertaires. Cela suppose de dépasser le centrage exclusif de la vie politique sur la compétition électorale, tout en considérant que les moments électoraux peuvent contribuer à exprimer et faire vivre de nouveaux possibles. C'est ainsi que nous concevons notre contribution à la victoire d'une gauche transformée aux prochaines échéances. ◆

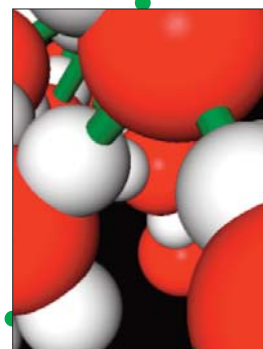
Jacqueline Fraysse, François Asensi et Patrick Braouezec, députés.

Le pluralisme au cœur de la nouvelle force à construire

La force politique de transformation sociale et écologique dont nous avons besoin devrait faire le choix du pluralisme, en rupture avec les pratiques du 20^e siècle. Tout montre aujourd'hui que les formes hiérarchiques sont devenues contradictoires avec les aspirations individuelles à maîtriser sa vie. Jusqu'à présent vécue au mieux comme une contrainte à supporter, la diversité devrait être le socle à partir duquel construire de nouvelles formes d'implication, de nouveaux contenus. Il s'agit là d'un enjeu culturel, qui suppose de

rompre avec l'idée que les différences sont des obstacles à l'efficacité et de promouvoir la coélaboration.

Nous ne négligeons aucune possibilité d'avancées partielles : c'est le sens de notre interpellation du Front de gauche et du NPA, et de notre volonté de participer à des expériences unitaires audacieuses ; c'est le sens de notre volonté de débattre avec les forces sociales et politiques, les citoyens... Nous nous appuyons sur le fait que les questions relatives à l'unité, au pluralisme et à la novation sont désormais au cœur des interrogations des militants et des citoyens. ◆





PHOTOS STEPHANE PENIGUEL

Journée d'étude sur "Les nouveaux territoires de l'émancipation", à l'Assemblée nationale, le 26 juin 2010, avec la participation de militants* de différentes forces politiques et sociales (CGT, Convergences et Alternative, Europe écologie, FASE, FSU, FTICR, L'appel et la pioche, PCF, PG, NPA, Utopia...).

satisfaction des besoins humains et la réalisation de soi plutôt que vers l'accumulation de profits ?

Nous débattons de la notion de **besoin**. Par exemple, comment réfuter une approche qui soutient l'idée qu'une infinité de moyens pourrait permettre de satisfaire une infinité de besoins, alors que la planète est finie, que les ressources sont précieuses ? Mais comment prendre en compte les « besoins » nouveaux et garantir l'accès aux biens communs de tous ceux qui en sont aujourd'hui exclus ? Les uns mettent l'accent sur la promotion de modes de vie économes et le combat contre le consumérisme. Les autres estiment que les gisements d'efficacité énergétique et le développement de la production d'énergies non polluantes

permettront de mieux satisfaire les besoins de tous. La décroissance de certaines productions inutiles ou mortifères (production militaire par exemple) et la croissance de la production de biens vraiment utiles au développement humain pourraient-elles aller ensemble ? Ce débat relève d'abord de choix de société.

Nous débattons du **nucléaire**. Face à la menace climatique, faut-il, sous réserve de rompre avec l'opacité actuelle, qu'il fasse partie du bouquet énergétique, à côté des autres énergies - notamment renouvelables ? Ou faut-il en débarrasser la planète, compte tenu des risques liés aux déchets, aux accidents et à la prolifération ? Entre l'illusoire toute-puissance par rapport à la gestion des

Nous débattons de 2012

Nous voulons contribuer à infliger une défaite au monde de la finance, en battant Sarkozy et l'UMP, et à faire émerger une alternative politique porteuse d'une autre logique de société, lors de la séquence électorale de 2012. Celle-ci devrait aussi être l'occasion d'une mise en question de la présidentialisation de la vie politique, notamment en privilégiant la convergence des forces de la gauche de transformation sociale et écologique, et le développement d'une dynamique citoyenne, incluant l'élaboration du projet commun.

Outre que la campagne des législative devrait permettre d'exprimer cette diversité, seule une candidature unitaire de la gauche d'alternative pour la présidentielle pourrait peser face au faux-choix entre ultralibéralisme et social-libéralisme, jusqu'à contribuer à une victoire de la gauche. Elle devrait être conçue comme une candidature collective.

Actuellement, le NPA envisage un nouveau cavalier seul, de même que LO. Jean-Luc Mélenchon propose sa propre candidature pour le Front de gauche ; les courants orthodoxes du PCF envisagent soit une candidature du parti seul, soit une candidature PCF à la tête du Front de gauche. Alors, remake du désastre de 2007 ou campagne unitaire ? ♦

risques et l'illusion d'une société sans risque relevant d'un idéal sécuritaire, qui doit décider et comment garantir la transparence des choix ? ♦

* Photos ci-contre : Sylvie Larue, Alain Bertho, Simon Ronai, Bernard Calabuig, Evelyne Perrin, Patrick Braouezec, Catherine Bottin-Destom, Mael Goepfert, Christophe Barbillat, Mouloud Aounit, Clémentine Autain, Daniel Rome, Christian Martin, Pierre Lucot, Tarek Ben Hiba, Claire Villiers, Makan Rafadjou, François Longéras, Leila Chaibi, Roger Martelli, Pierre Zarka, Malika Boukhalfi, Christine Castejon.

S'informer, participer, financer

Pour recevoir l'hebdomadaire *Cerises*,
envoyez un mail à : contact.cerises@gmail.com

Rendez-vous sur le site :

www.communistesunitaires.net

Pour tout échange, pour contacter ou créer un groupe local,
adressez-vous à : contact.communistes.unitaires@gmail.com

Pour participer aux activités ou/et au financement :
merci de remplir et de renvoyer le bulletin ci-dessous.



Nom : Prénom :

Adresse postale :

..... Code postal : Ville :

Téléphone : Adresse électronique :

- ? Je souhaite être inscrit-e sur la liste de diffusion d'informations des Communistes unitaires et de l'hebdomadaire *Cerises*.
- ? Je souhaite être contacté-e pour mettre en place un groupe local des Communistes unitaires.

- Je souhaite contribuer au financement de l'Association des Communistes Unitaires :
- ? Je choisis de mettre en place un prélèvement automatique sur mon compte au bénéfice de l'Association de financement des communistes unitaires (AFCU). Le formulaire nécessaire est disponible sur www.communistesunitaires.net (rubrique "financement"). Il peut être envoyé sur demande adressée par courrier à l'adresse ci-dessous ou par mail à contact.communistes.unitaires@gmail.com
 - ? Je joins à ce bulletin un don sous la forme d'un chèque de € à l'ordre de l'AFCU.

L'Association de financement des communistes unitaires (AFCU) vous adressera, en période de déclaration de revenus, un reçu vous permettant de bénéficier d'une **réduction fiscale à hauteur de 66 %** du montant versé (dans la limite de 20 % de votre revenu imposable). Par exemple, pour 20 € versés, vous pourrez déduire 13,20 € du montant de votre impôt sur le revenu.

Fait à le Signature :

à adresser à : AFCU, 194 C rue de Rosny - 93100 Montreuil.

Conformément à l'article 34 de la Loi Informatique et Libertés du 06 janvier 1978, toute personne justifiant de son identité dispose d'un droit d'opposition, d'accès, de modification, de rectification et de suppression des données nominatives communiquées la concernant. Ce droit peut être exercé en adressant à l'A.C.U. un message électronique à contact.communistes.unitaires@gmail.com, ou en adressant un courrier à : A.C.U. - 14, Square de Tanouarn 35 700 Rennes.